

Le Président des Etats-Unis est plus le Président de mon pays que le Président de mon pays : la huitième lettre d'information (2019).



Chers amis, chères amies,

Salutations du bureau du **Tricontinental**: [Institut de recherche sociale](#).

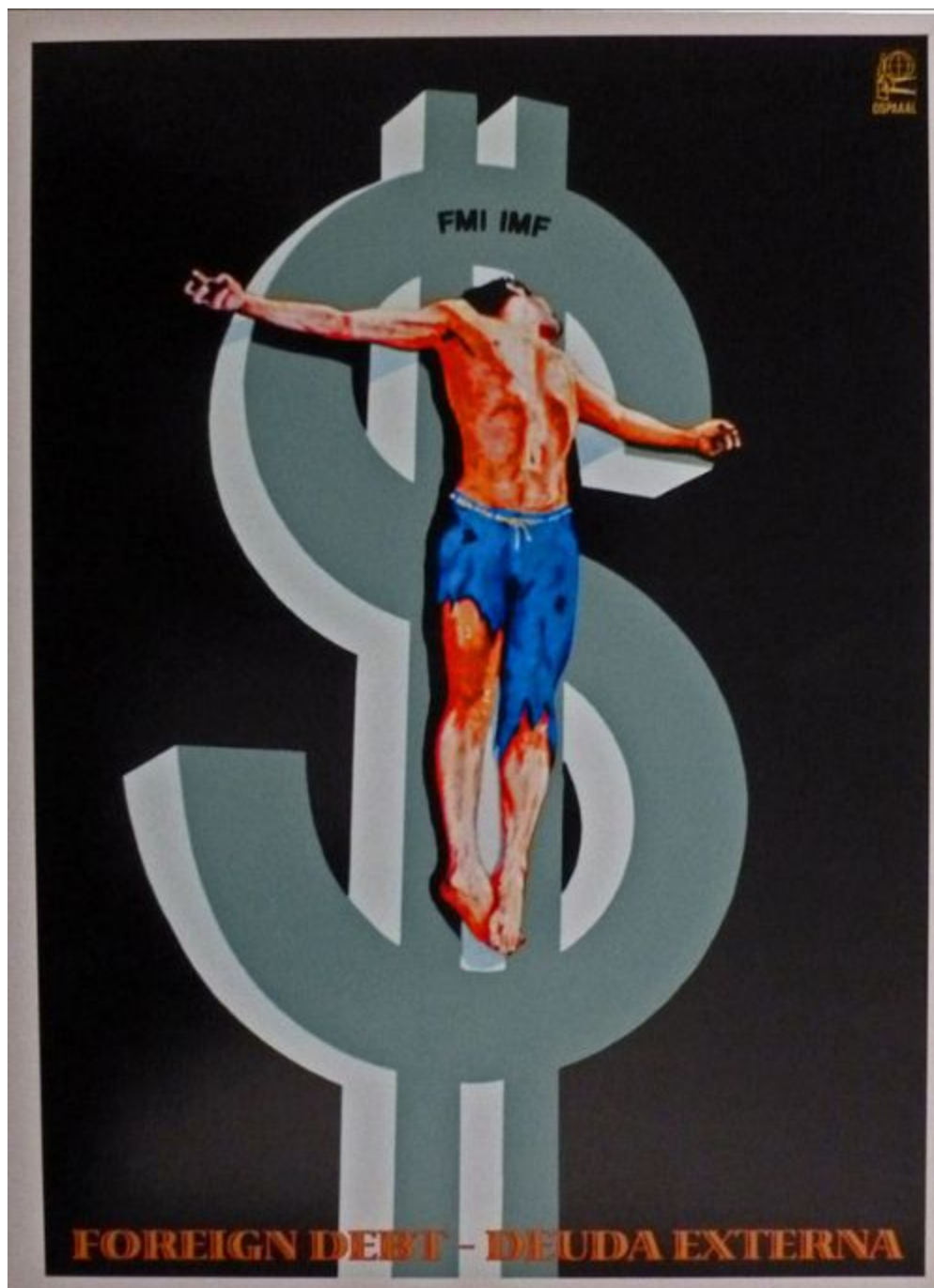
Alors que les Etats-Unis et leurs alliés font pression sur le Venezuela, un poème du radical salvadorien Roque Dalton (1935-1975) clarifie la structure de la politique en Amérique latine. Dalton venait d'un des plus petits pays d'Amérique latine, El Salvador, qu'il appelait le petit doigt (*pulgarcito*). Poète profondément compatissant, Dalton était aussi un militant de l'Armée révolutionnaire populaire, dont les luttes internes lui ont coûté sa courte vie. Le Salvador, comme tant d'autres États d'Amérique latine, lutte pour asseoir sa souveraineté sur les tentacules de la puissance américaine. Cette hideuse Doctrine Monroe (1823) semblait donner aux États-Unis la présomption qu'ils ont le pouvoir sur tout l'hémisphère, « notre arrière-cour » ("our backyard") étant l'expression familière. Des gens comme Dalton se sont battus pour mettre fin à cette hégémonie américaine. Ils voulaient que leur pays soit gouverné par et pour leur propre peuple - un élément élémentaire de l'idée de démocratie. La lutte a été rude.

Dalton a écrit un poème - l'OEA - du nom de l'Organisation des États américains (fondée en 1948). C'est un poème qui décrit avec acidité la façon dont la démocratie est une farce en Amérique latine. C'est à partir du poème que nous obtenons le titre de notre bulletin cette semaine.

*Le président de mon pays
pour l'instant s'appelle Colonel Fidel Sanchez Hernandez
mais le général Somoza, président du Nicaragua.
est aussi président de mon pays.
Et le général Stroessner, président du Paraguay,
est aussi un peu le président de mon pays, mais pas autant que les autres.
tout comme le président du Honduras,
Le général Lopez Arellano, mais plus que le président d'Haïti,
Monsieur Duvalier.
Et le président des États-Unis est plus président de mon pays.
que le président de mon pays,
Celui qui, comme je l'ai dit, pour l'instant.
est le colonel Fidel Sanchez Hernandez.*

O.E.A.

El Presidente de mi país
se llama hoy por hoy Coronel Fidel Sánchez Hernández
pero el General Somoza, Presidente de Nicaragua,
también es Presidente de mí país.
Y el General Stroessner, Presidente de Paraguay,
es también un poquito Presidente de mi país, aunque
menos
que el Presidente de Honduras o sea
el General López Arellano, y más que el Presidente
de Haití,
Monsieur Duvalier.
Y el Presidente de los Estados Unidos es más Presidente de
mi país
que el Presidente de mi país,
ese que, como dije, hoy por hoy,
se llama Coronel Fidel Sánchez Hernández.



Rafael Enriquez, *Foreign Debt*, OSPAAAL, 1983.

Le Président du Venezuela est-il le Président du Venezuela ou le Président des États-Unis est-il le Président du Venezuela ? Il y a là de l'absurdité. L'effondrement des prix du pétrole, la dépendance à l'égard des recettes pétrolières, la guerre économique des États-Unis et les complications liées à la mobilisation des fonds ont entraîné une hyperinflation et une crise économique au Venezuela. Nier cela, c'est nier la réalité. Mais il y a une grande différence entre une crise économique et une crise humanitaire. La plupart des pays de la planète sont confrontés à une crise économique, avec des finances publiques en grave difficulté et d'énormes problèmes d'endettement qui affectent les gouvernements de tous les continents. Cette année, la réunion du Forum économique mondial de Davos (Suisse) a attiré l'attention sur la crise mondiale de la dette - du déficit de près de mille milliards de dollars des États-Unis au fardeau de la dette de l'Italie. David Lipton, du FMI, a averti que si les taux d'intérêt devaient augmenter, le problème s'aggraverait: "Il y a des poches de dettes détenues par des entreprises et des pays qui n'ont pas vraiment une grande capacité de service, et je pense que cela va être un problème « .

L'hyperinflation est un grave problème, mais les sanctions économiques punitives, la saisie de milliards de dollars d'actifs à l'étranger et les menaces de guerre ne suffiront pas à sauver le Bolivar, la monnaie du Venezuela.



Parlement européen, Strasbourg, 2015.

L'éradication de la faim doit être la politique de base de tout gouvernement. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 11,7% de la population vénézuélienne a faim. Les taux de faim dans d'autres parties du monde sont beaucoup plus élevés – 31,4% en Afrique de l'Est. Mais l'attention du monde n'a pas été focalisée sur cette grave crise, qui a en partie généré la migration massive à travers la mer Méditerranée. L'image ci-dessus provient du Parlement européen à Strasbourg, où des militants ont présenté les 17 306 noms des personnes qui ont trouvé la mort en tentant de traverser cette frontière. Les membres du Parlement européen ont dû se rendre à leur session en marchant sur ces noms. Ils sont durs dans leur attitude pour déclencher une guerre contre le Venezuela, mais cavaliers au sujet des crises graves en Afrique et en Asie qui maintiennent le flux des migrants.

Le gouvernement vénézuélien a deux politiques parmi une foule d'autres pour s'attaquer au problème de la faim :

1. Comité Local de Abastecimiento y Producción (CLAP). Les comités locaux d'approvisionnement et de production sont composés de groupes locaux de quartier qui cultivent des aliments et qui reçoivent des aliments de producteurs agricoles. Ils distribuent cette nourriture à environ six millions de familles à très bas prix. Actuellement, les boîtes CLAP sont envoyées aux ménages tous les 15 jours.

2. Plan de Atención a la Vulnerabilidad Nutricional. Les Vénézuéliens les plus vulnérables – 620 000 d'entre eux – reçoivent de l'aide. L'Institut national de la nutrition coordonne la livraison de nourriture à la majorité des municipalités du pays.

Elles sont utiles, mais insuffisantes. Il faut faire davantage. C'est clair, c'est clair. Par l'intermédiaire de CLAP, le gouvernement vénézuélien distribue environ 50 000 tonnes de nourriture par mois.

L'« aide humanitaire » promise par les Etats-Unis s'élève à 20 millions de dollars, ce qui correspond à l'achat de 60 tonnes de nourriture.



Les premiers bataillons de la guerre psychologique américaine distribuent des posters anti-communistes à Saint-Domingue (République dominicaine), 1965.

Sur la question de « l'aide humanitaire » au Venezuela, les médias internationaux sont devenus des sténographes du Département d'Etat américain et de la CIA. Il met l'accent sur les fausses affirmations du gouvernement américain selon lesquelles il veut fournir de l'aide, ce que les Vénézuéliens refusent. Les médias ne se penchent pas sur les faits, même sur ce fait – que 20 millions de dollars est un geste humiliant, un montant destiné à être utilisé pour établir l'impitoyabilité du gouvernement du Venezuela et donc chercher à le renverser par tous les moyens nécessaires.



Democracy Now, février 19, 2019

Les États-Unis ont utilisé des avions militaires pour apporter cette modeste aide, l'ont conduite à un entrepôt et ont ensuite déclaré que les Vénézuéliens n'étaient pas prêts à ouvrir un pont inutilisé pour elle. Tout le processus est du théâtre politique. Le sénateur américain Marco Rubio s'est rendu sur ce pont – qui n'a jamais été ouvert – pour dire d'une manière menaçante que l'aide « va passer » au Venezuela d'une manière ou d'une autre. Ce sont des mots qui menacent la souveraineté du Venezuela et renforcent l'énergie d'une attaque militaire. Il n'y a rien d'humanitaire ici.



Si vous ne nous laissez pas respirer, nous vous empêcherons de le faire aussi. Port-au-Prince, Haïti, 2019. Photograph: Hector Retamal.

Le terme « humanitaire » a été amputé de son sens. Elle est devenue un prétexte à la destruction des pays. Le terme « intervention humanitaire » a été utilisé pour détruire la Libye ; « aide humanitaire » est utilisé pour battre le tambour d'une guerre contre le Venezuela. Pendant ce temps, nous oublions la solidarité humanitaire offerte par le gouvernement vénézuélien aux nations et aux populations les plus pauvres. Pourquoi Haïti est en feu maintenant ? Elle avait reçu du pétrole à prix réduit du Venezuela dans le cadre du programme PetroCaribe (mis en place en 2005). Il y a dix ans, le Venezuela a offert aux îles des Caraïbes du pétrole à des conditions très favorables pour qu'elles ne soient pas la carrière des compagnies pétrolières monopolistiques et du FMI. La guerre économique contre le Venezuela a entraîné un déclin de PetroCaribe. Aujourd'hui, le FMI exige de nouveau la fin des subventions pétrolières et les compagnies pétrolières monopolistiques exigent de nouveau des paiements en espèces avant la livraison. Le gouvernement haïtien a été forcé de voter contre le Venezuela à l'OEA. C'est pourquoi le pays est en flammes (pour en savoir plus à ce sujet, veuillez lire mon [rapport](#)). Si vous ne nous laissez pas respirer, dit le peuple haïtien, nous ne vous laisserons pas respirer.

En 2005, la même année que le Venezuela a mis en place le programme PetroCaribe, il a créé le programme PetroBronx à New York (États-Unis). La terrible pauvreté dans le Bronx Sud a galvanisé des groupes communautaires tels que Rebel Diaz Arts Collective, Green Youth Cooperative, Bronx Arts and Dance, et Mothers on the Move.



L'histoire de Petrobronx (espagnol)

Ils ont travaillé avec CITGO, la filiale pétrolière américaine du gouvernement vénézuélien, pour mettre au point un mécanisme de coopération visant à acheminer le mazout de chauffage à la population. Ana Maldonado, sociologue, qui fait maintenant partie du Frente Francisco de Miranda (Venezuela), était l'une des participantes au programme PetroBronx. Avec ses amis, elle a créé l'étoile polaire pour être une organisation communautaire qui a aidé à fournir les ressources aux personnes les plus pauvres des États-Unis. "Les gens devaient porter leur manteau à l'intérieur de leur maison pendant l'hiver, m'a-t-elle dit. C'était intolérable. C'est pourquoi le Venezuela a fourni aux pauvres des États-Unis du fioul domestique subventionné."

Le Bronx du Sud et Harlem, les privations produites par le racisme – tout cela est un territoire familier en Amérique latine. En 1960, Fidel Castro est venu à New York pour assister aux Nations Unies. On lui a refusé un hôtel en ville. Malcolm X, un leader de la communauté afro-américaine, est venu à son aide, amenant la délégation cubaine à l'hôtel Theresa de Harlem, dont le propriétaire – Love B. Woods – a chaleureusement accueilli Fidel et ses camarades. Quatre ans plus tard, lors d'une réunion à Harlem, Malcolm X a dit à propos de sa rencontre avec Fidel : » Ne laissez personne d'autre nous dire qui devraient être nos ennemis et qui devraient être nos amis « .

Cordialement,

Vijay.

PS : tous nos documents sont disponibles sur notre site web. Ce bulletin, qui commencera à vous parvenir le jeudi à 21 h, heure normale des Indes, est disponible en anglais, français, portugais et espagnol. Vous pouvez vous inscrire sur notre site Web. Si vous avez des idées, n'hésitez pas à prendre contact avec un membre de notre équipe.

**Traduit par Alexandre Bovey*